

Samir AMIN GT 7

La pression migratoire du Sud contemporain

1. La constitution du système du capitalisme mondialisé réellement existant – ce qu'on peut appeler également le « capitalisme historique » - couvre les cinq derniers siècles qu'amorce la conquête des Amériques.

Cette constitution historique a impliqué pour les « centres en formation » dans ce système (c'est-à-dire l'Europe) des migrations massives d'Européens qui ont conquis et peuplé les Amériques (plus l'Australie, la Nouvelle Zélande et en partie l'Afrique du Sud). Cette migration a porté la population d'origine européenne de 18 % de celle de la Planète en 1500 à 36 % en 1900. Elle s'est déroulée en trois temps : (i) la période mercantiliste – 1500 à 1800 ; (ii) celle des révolutions industrielles en Europe et aux Etats Unis, au cours de laquelle s'accélère la migration en provenance d'Europe (le XIXe siècle et le XXe siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale) ; (iii) notre époque, à partir de 1950.

Ces migrations massives d'Européens ont été le produit d'accompagnement nécessaire de la forme du capitalisme agraire adopté dans ce modèle de capitalisme historique. Celle-ci reposait sur l'adoption du principe de la propriété privée « moderne » (« bourgeoise ») du sol agraire, abolissant par là même les formes antérieures (« féodales) de réglementation de l'accès au sol des paysanneries concernées. (Je renvoie ici à mon article, S. Amin, *Agricultures paysannes, agricultures capitalistes*).

L'appropriation privative nouvelle du sol a entraîné l'exclusion d'un nombre et d'une proportion grandissants de paysans (« pauvres, sans terre ») de l'accès au sol et avec elle l'accélération de l'urbanisation dans les centres en développement (l'Europe, les Etats Unis), lente jusque vers 1850, rapide par la suite.

L'urbanisation nouvelle a certes absorbé un volume d'anciens paysans considérable, qui ont constitué les nouvelles classes ouvrières. La relative lenteur des processus des révolutions industrielles en question, le caractère encore massivement « labour intensive » des technologies de l'époque l'ont permis.

Il y avait néanmoins des limites à cette absorption de « l'excédant de population rurale » (par rapport aux exigences de la nouvelle agriculture capitaliste). Un « trop plein » gigantesque a alimenté l'émigration en masse vers les Amériques. Sans celle-ci les villes européennes, surpeuplées de « sans travail » auraient pris l'aspect des villes du tiers monde contemporain, celle de la « Planète des bidonvilles ». Nul ne peut dire qu'elles auraient été les conséquences de cette paupérisation massive et si la logique du capitalisme aurait été capable d'y faire front. Gageons que les formes de la gestion politique démocratique des sociétés concernées auraient été difficiles à imaginer.

2. Le capitalisme historique ainsi constitué interdit aux peuples de périphéries de bénéficier de ce même « avantage », celui de pouvoir disposer de destinations ouvertes à

l'émigration massive du surplus de leurs populations rurales, ce surplus créé par l'adoption imposée du même modèle de transformation des agricultures paysannes en agricultures capitalistes.

Pourtant le capitalisme réellement existant en place ne conçoit pas une voie de développement de l'agriculture des périphéries autre que celle qui « a fait ses preuves » en Europe et aux Etats Unis. Cette voie, fondée sur l'appropriation privative du sol agraire, est à l'origine de la gigantesque migration de ruraux, rassemblées dans les bidonvilles du tiers monde contemporain.

Le capitalisme n'a pas « résolu la question agraire » et ne peut pas la résoudre. Il l'a bien résolu, à sa manière, pour les centres du système (15 % de la population du monde) mais ne peut le faire pour ses périphéries (85 % de l'humanité). L'opinion commune dominante en Occident est incapable de comprendre pourquoi son discours sur cette question ne procède que d'un préjugé naïf.

Dans ce sens – et parce que le capitalisme historique ne peut pas résoudre la question agraire majeure – je n'hésite pas à conclure que ce système « a fait son temps », est « obsolète », « sénile ». L'alternative implique une vision différente de l'avenir des agricultures paysannes. (je renvoie ici à mon article, S. Amin, *Les Réformes foncières nécessaires en Asie et en Afrique*). Cette vision oblige à sortir du cadre des logiques capitalistes, dites de la « rentabilité ».

3. Le discours du libéralisme non seulement ne répond pas au défi (qu'il ignore), mais encore n'est guère plus que celui de la propagande au sens vulgaire du terme.

En effet si les « libéraux » étaient logiques avec eux-mêmes ils exigeraient que la « mondialisation » qu'ils appellent de leurs vœux soit intégrale dans ses champs d'application, c'est-à-dire que les frontières soient abolies dans toutes leurs dimensions, au commerce (des biens et services), aux mouvements de capitaux et aux migrations d'êtres humains ! Mais les « libéraux » ne le sont qu'à moitié, pour ce qui les arrange seulement.

De ce fait, parce que le capitalisme des oligopoles en place n'est pas « libéral » au sens authentique du terme, il interdit la migration (qui serait massive) vers le Nord des paysans pauvres du Sud exclus des bénéfices du développement préconisé.

Sans doute la civilisation humaine n'est elle pas encore parvenue au stade qui permet d'imaginer et d'accepter la libre circulation de tous les êtres humains. Mais il faut alors cesser de se gargariser de palabres concernant la « citoyenneté du monde ». Il n'y a pas de citoyens du monde. L'illusion des bobos des centres opulents qui croient en être les représentants peut elle faire oublier que les autres doivent toujours passer par les procédures policières du « visa » ? Encore que les émigrants européens qui sont partis à la conquête des Amériques, se sont emparés des terres des « indigènes » quand ils ne les ont pas simplement massacrés en masse, n'aient guère eu besoin de « visa » (comme le fait remarquer le Président Evo Morales). Mais alors il faudrait en tirer la conséquence logique : en l'absence du droit à l'émigration les peuples du Sud ont le devoir de ne pas accepter de se soumettre aux exigences de la « mondialisation réellement existante » (à moitié libérale). Ils ont le devoir de protéger leur modèle propre de développement, de protéger leurs productions.

Le seul discours que les pouvoirs du Nord tiennent sur la question des migrations est un discours sécuritaire, comme l'illustre la politique de l'Union Européenne et sa tentative d'imposer aux gouvernements du Sud (en particulier aux pays africains et arabes) leur « collaboration » !